

M. COLDWELL: Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

L'hon. M. EULER: Il a aussi parlé de ce qui s'est passé au ministère du Revenu national. Or il se trouve que ce département ne fait que régulariser au moyen d'une loi une coutume observée depuis longtemps.

M. COLDWELL: Une coutume louable.

L'hon. M. EULER: C'est la Commission du service civil qui fait ces nominations depuis quelques années, et c'est elle qui continuera de les faire.

M. CLARKE (Rosedale): Qu'en a-t-il coûté en tout pour transporter les postes du coin St-Clair et Appleton à l'est de l'avenue Oakwood—c'est-à-dire le bureau de poste, je crois, qui a été mentionné il y a quelques instants. J'aimerais à connaître le total des frais, y compris la peinture et les autres dépenses. En outre à quelles conditions l'édifice qui a été évacué avait-il été pris à bail? Quel loyer annuel comportait ce bail et quelle est la somme totale que l'on paie annuellement pour le nouveau local? Je crois comprendre qu'il s'agit dans les deux cas d'édifices loués. De plus, pour combien de temps a-t-on loué le nouveau local; combien restait-il de temps à courir sur l'ancien bail; et qu'est-ce qui a motivé le changement? Je connais assez bien l'édifice, et il me semble que l'ancien local était bien situé et aménagé, qu'il donnait un bon service et qu'il était aussi satisfaisant qu'on pût l'espérer. La rumeur veut qu'il s'agisse là d'un autre cas de favoritisme politique. Je ne veux pas qu'il y ait continuellement de ce favoritisme dans le service postal. Dans ma propre région, après m'être informé l'an dernier au sujet de l'embauchage du personnel surnuméraire au bureau de poste de Toronto, j'ai constaté, en voyant les noms et adresses des employés, que ces gens avaient été embauchés dans toutes les parties du pays, et non à Toronto. Je fais mienne la proposition de l'honorable représentant de Rosetown-Biggan (M. Coldwell) qui voudrait que l'on mît fin à cette plaie du favoritisme politique dans le service postal. L'an dernier, j'ai demandé des renseignements au sujet d'un bureau de poste auxiliaire de ma région, et l'on m'a dit que c'était l'ancien député libéral défait que l'on consultait le premier lorsqu'il s'agissait de trouver un nouveau local pour ce bureau de poste auxiliaire. J'ai été plutôt surpris de l'entendre. Je ne pensais pas que le patronage se rendit si loin que cela. En ma qualité de nouveau venu qui n'en connaît pas encore bien long, j'en ai été surpris. On finit toutefois par s'instruire. Le ministre suppléant des Postes pourrait peut-être me donner ce renseignement.

L'hon. M. EULER: Le changement a coûté \$481. Les baux étaient de cinq ans respectivement. L'ancien emplacement mesurait 5,055 pieds carrés et coûtait \$5,400 par année tandis que l'emplacement actuel mesure 8,671 pieds carrés et coûte \$6,840; au taux que nous payions pour l'ancien emplacement, le nouveau coûterait \$8,280 par année.

M. MacNICOL: Pourquoi le ministre persiste-t-il à nous dire ce qu'il en aurait coûté alors que le ministère ne s'en est nullement informé? Je pourrais aussi bien dire que si j'avais acheté un certain complet, il m'aurait coûté \$125, mais je ne l'ai pas acheté; j'en ai eu un pour \$25. Cela ne veut rien dire.

L'hon. M. EULER: Si j'ai payé \$80 pour un complet et que je veuille en acheter un autre, je présume qu'il me faudra payer \$80.

M. MacNICOL: Il n'est pas question de complets mais d'une affaire tout à fait différente à savoir qu'on a offert au Gouvernement 7,460 pieds carrés; le ministre suppléant des Postes dit que le ministère n'a pas pris d'informations...

L'hon. M. EULER: Je n'ai jamais dit cela.

M. MacNICOL: J'ai cru entendre le ministre dire que le département ne s'était pas informé auprès du propriétaire pour savoir s'il pouvait avoir plus d'espace.

L'hon. M. EULER: Non, je n'ai jamais dit cela. J'ai déclaré que je n'en savais rien. Mais on me dit que le département ne s'en est pas informé.

M. MacNICOL: J'ai dit que le propriétaire offrit plus d'espace à l'ancien gouvernement quand le moment arriva de renouveler le bail et je dis maintenant que si le Gouvernement avait pris des informations pour savoir s'il pouvait avoir plus d'espace, il aurait pu obtenir 1,440 pieds de plus et le coût aurait été de 80 cents le pied au lieu de 95. A raison de 1.2c le pied, il faudra bien du temps pour rattraper les \$480 que le Gouvernement a dépensés pour déménager d'un endroit dans l'autre. C'est, d'après moi, une bien pauvre façon de faire des affaires.

M. BETTS: Je veux unir mes protestations à celles de l'honorable député de Vancouver-Sud (M. Green) à propos de la façon dont on a embauché des employés temporaires dans ma circonscription à l'époque de Noël. Il existe à London un comité honoraire de la Commission d'assistance aux anciens soldats, composé de huit ou neuf excellents hommes d'affaires qui se sont dévoués pour classer les anciens soldats demeurant à London et établir un registre contenant les noms des vétérans sans travail. Il y a un secrétaire permanent rémunéré, le seul mem-